

Le Congo s'offre quelques jours de sursis

Les évêques congolais ont offert au moins un jour de répit au président Kabila. Alors que la soirée de ce lundi devait être celle de tous les dangers (c'est le jour où le mandat du président était supposé prendre fin), ils ont repoussé l'échéance de quelques jours. Partis à Rome rencontrer le pape, ils ne reviendront que mardi soir au Congo. C'est donc seulement à ce moment-là qu'ils pourront reprendre les négociations politiques qui se trouvent dans l'impasse, achoppant toujours sur le statut à réserver à Kabila.

Face à cette incertitude, les formations politiques congolaises n'ont donc pas donné à leurs troupes l'ordre de manifester. De quoi faire régner le calme dans les rues de Kinshasa et des autres grandes villes du pays. Mais jusqu'à quand ? ■

RD CONGO Ce lundi est le dernier jour légal du mandat du président Kabila

► Les évêques ont suspendu le dialogue national pour aller rendre visite au pape François à Rome...

► L'atmosphère à Kinshasa est calme, personne n'appelant la population à manifester.

Le compte à rebours, qui devait s'achever le 19 décembre, jour de tous les dangers car il marque la fin du deuxième et dernier mandat du président Kabila, a été subitement interrompu par les évêques catholiques membres de la Cenco (conférence épiscopale du Congo). Avancé une audience avec le pape François prévue de longue date, les prélats ont pris

l'avion pour Rome samedi soir et dimanche midi. Dans son Angé-lus, François a demandé aux fidèles de prier pour la République démocratique du Congo. Lorsque les évêques reviendront au pays mardi soir, ils devraient retrouver dès le lendemain les négociateurs abandonnés dans une impasse à la veille du week-end. On ignore si, durant cette trêve imposée, les positions se se-

ront assouplies mais, de toute manière, la date butoir aura été dépassée. Laissées dans l'expectative, les formations politiques n'ont pas donné à leurs troupes l'ordre de manifester.

« Kabila nous aurait-il tendu un piège afin de gagner du temps, avec ou non la complicité

des évêques ? » MARTIN FAYULU

Négociateur dans les rangs de l'opposition, le député Martin Fayulu avoue sa perplexité : « Nous ne comprenons pas. Kabila nous aurait-il tendu un piège afin de gagner du temps, avec ou non la complicité des évêques ? Les négociations n'étant pas terminées, nous n'avons donné aucune consigne, mais il appartient à la population de se prendre en charge si elle veut s'exprimer... » Pessimiste quant à l'issue des négociations, le député, qui déplore l'arrestation à Goma de deux membres de son parti, souligne que les points de désaccord demeurent fondamentaux. « Les représentants de la majorité présidentielle et ceux du Rassemblement de l'opposition, soit une quarantaine de personnes en tout, se sont réunis en trois commissions, examinant

les institutions, le processus électoral et la désintégration politique. Dans les trois cas, des points de désaccord subsistent : alors que, pour nous, le mandat du président est terminé, les membres de sa majorité, se fondant sur l'avis, contesté, de la Cour constitutionnelle, estiment qu'il peut rester en poste jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur. Alors que la population et l'opposition exigent des élections en 2017, aucun accord n'a été conclu sur ce point. Et en ce qui concerne la désintégration, sept prisonniers "emblématiques" demeurent sous les verrous... » Au nom de l'opposition, le député conclut : « Nous sommes dans une impasse et, pour nous, dès le 20, Joseph Kabila ne sera plus le président légitime du pays. »

Si l'Eglise catholique joue avec le temps, le pouvoir, lui, ne prend

aucun risque : Kinshasa, dimanche déjà, était quadrillée par les policiers et les militaires, les voitures étaient systématiquement fouillées. « Le 19 sera une journée comme les autres », a promis le chef de l'ANR (Agence nationale de renseignements) Kalev Mutomb, qui a multiplié les mesures de précautions. A toutes fins utiles, les réseaux sociaux seront coupés dimanche soir et internet suspendu, alors que tous les activistes ont demandé à leurs « amis » d'effacer les messages figurant sur leurs portables.

Alors que Human Rights Watch, le haut-commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme s'attendent à une recrudescence de violences graves et que l'ONU multiplie les appels au calme, un curé de paroisse nous assure que « j'ai traversé toute la ville sans

encombre, depuis l'aéroport jusqu'au centre-ville, mais c'est demain que l'on verra si la population répond aux mots d'ordre "Bye Bye Kabila" ». Il ajoute : « Il n'y a pas de psychose, la vie est normale. »

La négociation de la dernière chance lui inspire des sentiments mitigés : « Nos politiciens sont des marionnettes, ils feront ce que leurs maîtres leur diront... Leurs maîtres, c'est-à-dire les maîtres du monde. Moi, à mes paroissiens, j'explique qu'il ne faut pas se soumettre aux plus forts, et qu'il ne faut pas compter sur nous pour brûler nos cases... Ne comptez pas sur nous pour la cause. » ■

COLETTE BRAECKMAN

pauvreté Un pouvoir complètement délégitimé par la corruption

ÉCLAIRAGE

Les Congolais ne sont pas tous des spécialistes en droit constitutionnel et s'ils invoquent si souvent la loi fondamentale pour réclamer le départ du président Kabila, ce n'est pas par juridisme : c'est parce qu'ils estiment que le président est « chiche », qu'il n'a pas suffisamment « partagé » et que le « social » n'a pas représenté une priorité suffisante.

Exprimant le point de vue de ses collègues et des habitants de son quartier, C., un ami de longue date qui habite dans l'un des quartiers de la cité voisine de l'aéroport, souligne les efforts déployés par sa famille : « Mon fils aîné vient de terminer l'université, mais il ne trouve pas de travail, tout est réservé aux diplômés apparentés à des gens au pouvoir ou revenus de la diaspora... » Pour permettre au fils d'étudier, les sacrifices n'ont pas manqué, explique C : « Les filles ont été sacrifiées, nous devions nous limiter à payer les études du garçon... On ne mangeait qu'un jour sur deux : un jour les parents, un autre les enfants... Aujourd'hui que notre aîné devrait nous aider à payer les études de

ses petits frères, il traîne à la maison, sans travail. Je crains ses réactions : chômeur non rémunéré, comme des milliers d'autres jeunes, il risque de descendre dans la rue en disant qu'il n'a plus rien à perdre... »

Dans les hautes sphères cependant, le Premier ministre démissionnaire Matata Mponyo souligne que depuis dix ans, il a mis l'accent sur la stabilité macroéconomique et obtenu des résultats remarquables : de 2010 à 2015, le taux de croissance économique a atteint 7,7 %, le franc congolais était stable et les travaux d'infrastructure se multipliaient : autoroutes urbaines,

nouvelles flottilles de bus à Kinshasa, ligne aérienne Congo Airways, sans oublier des centaines de nouveaux bâtiments scolaires et de centres de santé. Mais les familles, elles, ont continué à devoir payer les salaires des enseignants, sous peine de voir les enfants être chassés de l'école. Dans les hôpitaux, même rénovés et où les honoraires des médecins ont été augmentés, les familles doivent nourrir elles-mêmes les patients et il n'est pas rare de voir de jeunes mères être retenues

avec leur nouveau-né aussi longtemps que n'ont pas été acquittés les frais d'accouchement...

Ces derniers mois, la baisse des cours du cuivre, et des matières premières en général, a plombé les brillantes statistiques du Premier ministre : le budget a dû être revu à la baisse, n'atteignant plus que 4,5 milliards de dollars (4,3 milliards d'euros, l'équivalent de celui d'une ville wallonne). Ce qui fait paraître pharaonique le coût des futures élections (1,7 milliard d'euros).

La pauvreté qui règne dans les quartiers populaires des grandes villes est d'autant plus insupportable qu'elle va de pair avec l'arrogance de la richesse : dans la capitale où les pauvres, les mendiants sont chassés du quartier des affaires, les hôtels se multiplient, des immeubles tours surgissent de terre, des 4x4 dernier modèle font du surplace dans les embouteillages. Mais le mal premier dont se plaignent tous les Congolais, c'est la corruption. La petite, dont ils souffrent tous les jours, et la grande, ces détournements massifs, commis en haut lieu, qui font dire au Premier ministre qu'il a « dû naviguer dans une eau infestée de crocodiles ».

Tout le monde se souvient avec

nostalgie de la brève époque où Laurent Désiré Kabila (au pouvoir de 1997 à jusqu'à son assassinat en 2001) payait rubis sur l'ongle les salaires des fonctionnaires et des soldats (100 dollars par mois) mais ne craignait pas de faire fouetter ou jeter au cachot des ministres ou des proches soupçonnés de s'être enrichis indûment.

Aujourd'hui, les études pleuvent (Bloomberg, Enough Project, International Crisis Group, African Arguments...) sur les détournements massifs opérés au sommet, les ventes d'actifs miniers, les achats de terres, de propriétés immobilières, les participations financières impliquant la famille présidentielle, entre autres dans des banques comme la BGFL.

Tout récemment, le fonds d'investissement américain Och Ziff s'est engagé auprès d'un tribunal de New York à payer 413 millions de dollars d'amende et de pénalités, reconnaissant avoir corrompu « de hautes personnalités congolaises » afin de mettre la main sur des actifs miniers. L'acte de repentance du fonds de pension est transparent : il reconnaît avoir versé 10,7 millions

de dollars au « *responsable RDC number one* » et 23,5 millions de dollars à son plus proche conseiller, « *responsable RDC number 2* » décédé dans le crash d'un avion... Ces appétits de la famille présidentielle se déploient

dans toutes les provinces, mais surtout à Kinshasa, au Nord et Sud-Kivu, au Katanga où chaque citoyen, en murmurant « *ce pays est à eux* », peut vous montrer les domaines agricoles, les pompes à essence, les hôtels, les sites tou-

ristiques tombés entre les mains d'un frère, d'une sœur ou de la mère du chef de l'Etat. Une telle accumulation de biens s'avère aujourd'hui un handicap : si le pouvoir doit changer de mains, comment ces avoirs pourront-ils être sécurisés ? Si Kabila hésite à partir et si ses proches le poussent à rester, c'est qu'il n'a confiance en personne. ■

COLETTE BRAECKMAN

CHRONOLOGIE

Un très long règne

26 janvier 2001 Joseph Kabila est porté au pouvoir, quelques jours après l'assassinat de son père, le président Laurent-Désiré Kabila.
Décembre 2002 Deux mois après le retrait des armées étrangères, un accord de partage du pouvoir pour une période de transition est

signé entre Kinshasa, les mouvements de la rébellion, l'opposition non armée et la société civile.

29 octobre 2006 Joseph Kabila est élu au suffrage universel face à Jean-Pierre Bemba, à l'issue des premières élections libres du pays depuis son indépendance de la Belgique en 1960.

28 novembre 2011 Kabila est réélu lors d'une présidentielle à un tour, et son camp obtient la majorité

absolue aux législatives. L'opposant Étienne Tshisekedi, arrivé deuxième, rejette les résultats.

Octobre 2014 Début d'une série de massacres de civils dans la région de Beni, dans le nord de la province du Nord-Kivu (est). En décembre 2016, plus de 700 personnes ont été tuées dans ces tueries dont on peine toujours à démasquer les coupables, alors qu'une cinquantaine de milices continuent d'imposer leur loi

à la population de nombreuses zones de la moitié est du pays.

19-20 septembre 2016 Des violences entre forces de l'ordre et jeunes réclamant le départ de M. Kabila, émaillées de pillages, secouent Kinshasa, faisant plusieurs dizaines de morts. Le « Rassemblement » de l'opposition avait appelé à manifester pour signifier au président son « préavis », trois mois avant l'expiration de son mandat. (afp)

Katanga Dix militaires belges refoulés avec leur C130

Outre les journalistes de la VRT et de VTM refoulés car ils ne disposaient pas d'accreditations, un autre incident a opposé Belges et Congolais : vendredi, un avion de transport C130 s'est vu interdire l'accès à Lubumbashi par les autorités congolaises. Il avait à son bord une équipe d'une dizaine de militaires formant un « détachement d'agents de sécurité » (DAS) qui était chargé de renforcer la protection du consulat de Belgique à Lubumbashi. Le ministère belge des Affaires étrangères a confirmé que ce C130 venait de Belgique via Co-

tonou (Bénin). Dans la capitale du Katanga, la Belgique dispose d'un consulat général. C'est dans la province du cuivre que se trouve, après Kinshasa, la plus grande concentration d'expatriés, de nombreux Belges étant employés dans les sociétés minières. A leur sujet aussi les craintes sont grandes dans les milieux diplomatiques, qui redoutent que nos compatriotes soient pris pour cibles dans des situations de violence.

Ainsi que M. Matata Mponyo, qui expédie les affaires courantes dans l'attente d'un nou-

veau Premier ministre, l'a expliqué à son homologue Didier Reynders, les militaires ont eu un problème de *clearance* diplomatique, étant dépourvus d'autorisations de vol. M. Reynders pour sa part a évoqué un refus de visa de la part des autorités congolaises.

La réalité, qui s'est confirmée au cours du week-end, c'est que Kinshasa refuse tout survol de son espace aérien par des avions militaires étrangers, au moins jusqu'à mardi, comme si le pouvoir craignait des manœuvres intempestives et s'en prenait, comme souvent au

Congo, à la Belgique comme première cible.

De telles mesures, peu amicales à l'égard de l'ancienne puissance coloniale, rappellent étrangement les derniers temps du régime Mobutu où la brouille avec la Belgique avait servi de détonateur à la rupture avec tous les Occidentaux, ce qui entraîna les conséquences que l'on sait. ■

C.B.